



**Association du comité de  
défense de l'hôpital public et  
de la maternité de Sarlat**



Le 27 avril 2021  
Tract n°7

## **Covid 19**

### **Où en serions-nous sans l'hôpital public ?**

Force est de constater que depuis quatorze mois et trois vagues successives de Covid, l'hôpital public, avec ses personnels, a dû assumer l'essentiel de la charge, mais à quel prix et dans quelles conditions !

Épuisement des soignants fortement sollicités, personnel malade non remplacé, mal payé et mal considéré, conditions de travail dégradées faute de lits et même tout simplement de matériel -- donc source de démissions, voire de suicides et de déprogrammations massives de 40 à 60% d'actes chirurgicaux, pourtant souvent indispensables.

\* Le généticien Axel Kahn, président de la Ligue contre le cancer, estimait au début du mois à 100 000 les retards de diagnostic depuis l'origine de la crise sanitaire, avec pour conséquence **une surmortalité par cancer de 13 500 personnes**.

### **Or, que fait le gouvernement dans ce contexte dramatique ?**

Il continue irresponsablement et cyniquement à appliquer son plan « Ma santé 2022 » :

\* fermetures de lits : 60 000 en douze ans selon la DRESS (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) ;

\* fermetures de services ;

\* fermetures d'hôpitaux pour n'en garder à terme qu'un seul par département -- situation préjudiciable et même dramatique dans certains cas graves pour les patients éloignés de l'hôpital référent.

Ex. : deux grands projets, notamment, vont encore aggraver la situation en Île-de-France : la construction du futur hôpital Paris-Saclay, avec près de 400 lits en moins par rapport à l'offre existante des hôpitaux de Longjumeau, Orsay, Juvisy ; la construction de l'Hôpital Nord à Saint-Ouen, qui induira la fermeture de deux hôpitaux de proximité, Bichat et Beaujon, et la suppression de 300 lits.

En Aveyron, la chirurgie, la maternité et les urgences de l'hôpital Emile-Borel de Saint-Affrique vont fermer. Son conseil de surveillance a voté le 1er avril dernier le préambule au Projet médical du Sud-Aveyron, qui prévoit l'arrêt de ces services. Le document anticipe également la fermeture de certaines activités du centre hospitalier de Millau. Le but : créer un hôpital à mi-chemin des deux établissements.

Loin d'être le fruit d'une imagination partisane, ce risque est devenu une triste réalité.

Cette politique n'est pas due au hasard, mais est le résultat d'un choix politique d'aller vers un système de santé à deux vitesses qui pénalisera les plus fragiles d'entre nous.

Un peu partout, des citoyens se dressent pour défendre ce service public dont nous avons tous besoin, notamment à Millau et Saint-Affrique.

Or, certains d'entre eux, non violents, seront traduits devant la justice le 4 mai 2021, à Rodez.

***Pour tout contact : [sauvons\\_hopital\\_sarlat@wanadoo.fr](mailto:sauvons_hopital_sarlat@wanadoo.fr) ou Association de défense de  
l'Hôpital de Sarlat c/o M. Lacrampette chemin de la Gendronnie, 24200 Sarlat  
Tél. : 0781057814 ou 0668748739 ou 0631575848***

***Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité  
Ne pas jeter sur la voie publique, imprimé par nos soins***